

qui nous ont de tout temps divisés en droite et en gauche. Il s'agissait d'une question purement économique qui n'avait rien à voir à la politique et dans laquelle chacun, qu'il fût de droite ou de gauche, avait le droit de se former librement son jugement.

«Avant le débat sur les conventions ferroviaires, les sujets de querelle et de mécontentement étaient, à la vérité, déjà suffisamment nombreux dans le pays: les maux de la guerre et de l'après-guerre, un ministère clérical avec les abus inévitables d'un gouvernement de parti, des impôts écrasants, des plaintes trop justifiées envers la Belgique, un malaise croissant dans nos rapports avec elle, etc. Dans ces ferments, la politique jeta son levain de passions, de haines, d'ambitions personnelles et provoqua ainsi ces courants et contre-courants connus qui exercèrent une influence néfaste sur notre vie publique.

«C'est dans cette atmosphère que surgirent et sombrèrent les conventions ferroviaires. C'est dans cette atmosphère qu'éclata la crise ministérielle, avec la situation inextricable qui provoqua la dissolution de la Chambre. C'est dans cette atmosphère empoisonnée encore par la calomnie, que sévit et s'acheva la bourrasque électorale.

«Et c'est dans la même atmosphère que nous retrouvons la Chambre nouvelle. S'il n'a pas été possible de constituer pour la solution des grands problèmes économiques, un ministère d'affaires, à base de coalition large et impartiale, si pareille combinaison n'a même pas été envisagée par certains groupes, si la crise ouverte depuis le 20 janvier, s'est prolongée encore pendant trois semaines après les élections du 1<sup>er</sup> mars, ces faits symptomatiques prouvent déjà que la récente consultation électorale n'a pas éclairci la situation . . . .

«J'ai toute ma vie lutté pour les principes du libéralisme et de l'émancipation du peuple que la grande majorité des Luxembourgeois ont dans le sang. J'ai servi ces principes sans défaillance et je les servirai jusqu'à mon dernier souffle.

«Mes anciens amis politiques le savaient, ils l'avaient solennellement proclamé encore, en juin 1924, lorsqu'ils fêtèrent le vingt-cinquième anniversaire de ma vie parlementaire, et, malgré cela, plusieurs m'abandonnèrent le 16 décembre dernier, sans raison aucune, sans la moindre discussion, sans un mot d'explication et créèrent à mon insu un nouveau parti. La campagne de calomnies qui fut menée en février, y compris l'invention d'une alliance Reuter-Brasseur, n'en sont que d'autant plus odieuses.

«Les cris et gestes de quelques jeunes énergumènes m'avaient trouvé indifférent. J'aurais pu aussi passer sur l'ingratitude de certains autres. La calomnie même, qui cependant peut faire des dégâts, ne réussit pas à courber l'homme droit. Mais lorsque d'anciens amis en arrivent, en quelques semaines, à causer à un homme